

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Prestation de restauration de la cafétéria de
l'École Nationale Supérieure d'Architecture
de Grenoble (ENSAG)

SOMMAIRE

Article 1 – Définition des prestations	4
Article 2 – Emploi de la langue française	4
Article 3 – Respect des clauses contractuelles	4
Article 4 – Forme du marché	4
Article 5 – Décomposition des prestations	4
Article 6 – Conditions d'exécution environnementales	5
Article 7 – Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement	5
Article 8 – Documents contractuels	5
Article 9 – Continuité du service	5
Article 10 – Modalités de commande des prestations	6
Article 11 – Forme des demandes de paiement, subventions	6
Article 12 – Dématérialisation des paiements	7
Article 13 – Paiement des cotraitants	7
Article 14 – Monnaie de compte du marché	7
Article 15 – Délai de paiement	7
Article 16 – Type de prix	8
Article 17 – Révision du prix	8
Article 18 – Ajustement du prix	9
Article 19 - Mois d'établissement des prix du marché	9
Article 20 - Contenu des prix	9
Article 21 – Retenue de garantie	10
Article 22 – Dispositions concernant l'avance	10
Article 23 - Clause de réexamen	10
Article 24 – Durée du marché	10
Article 25 – Forme de notification des décisions	11
Article 26 – Assurance	11
Article 27 – Pénalités	12
Article 28 – Mesures d'urgence	13
Article 29 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	13
Article 30 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	13

Article 31 – Résiliation	14
Article 32 – Poursuite des prestations aux frais et risques du titulaire	14
Article 33 – Indemnité	14
Article 34 – Attribution de compétence	14
Article 35 - Respect des principes de la république	15
Article 36 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE : RGPD	15
Article 37 – Dérogations	17

Article 1 – Définition des prestations

Le présent marché a pour objet la gestion de la cafétéria de l'ENSAG à destination des étudiants et du personnel de l'établissement.

Ce marché répond à un double objectif pour l'ENSAG :

- Proposer aux étudiants et personnels de l'ENSAG une offre de restauration de qualité,
- Créer un lieu de vie de l'établissement assurant convivialité, rencontres, échanges et vie sociale pour les usagers de l'ENSAG

CLASSIFICATION CPV PRINCIPAL : 55330000-2 Service de cafétéria

Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur : l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG)

60 Avenue de Constantine

CS 12636

38 036 GRENOBLE CEDEX 2

Tel : 04 76 69 83 00

Adresse Internet : www.grenoble.archi.fr

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'acheteur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Article 2 – Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché.

Article 3 – Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Article 4 – Forme du marché

Accord cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande dans les conditions du 3^o de l'article R.2123-1, du 1^o de l'article L 2125-1, des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Article 5 – Décomposition des prestations

Sans objet

Article 6 – Conditions d'exécution environnementales

Conformément à l'article R. 2111-4 du Code la Commande Publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les éléments à caractère environnemental définis dans les pièces techniques.

Ce marché valorise la qualité environnementale des prestations telle que décrit dans le CCTP laquelle est appréciée conformément aux critères de jugement des offres.

Article 7 – Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 8 – Documents contractuels

A) Pièces particulières :

Les pièces constitutives de l'accord cadre mono –attributaire sont les suivantes.

PIECES ADMINISTRATIVES :

- ACTE D'ENGAGEMENT (AE)
- Les ELEMENTS FINANCIERS du cadre financier Excel dont les BPU
- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES (CCAP)
- CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES (CCTP)
- LE MEMOIRE TECHNIQUE composé des livrets listés au RC et au CCTP
- Les BONS DE COMMANDE au fur et à mesure de leur émission

B) Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

En cas de dérogation ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre de priorité décroissante, comme énumérées ci-dessus.

Les pièces générales sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de consultation.

La signature des pièces constitutives du marché vaut acceptation de la totalité des dispositions contenues dans le marché.

Article 9 – Continuité du service

L'entreprise s'engage, pendant la durée du marché, à assurer régulièrement la continuité du service.

Article 10 – Modalités de commande des prestations

La prestation de restauration servie à la cafétéria démarre à compter de la notification du marché et sont traitées en dépenses directes.

Les prestations des services connexes tels que décrits dans le CCTP font l'objet de l'émission de bons de commande successifs, valant ordre de service de démarrage des prestations, établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement et notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'ENSAG. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen (télécopie, mail, courrier...) qui en accuse réception.

Chaque bon de commande précise :

- ☐ la référence du marché ;
- ☐ la nature, la description et la quantité des prestations à réaliser ;
- ☐ les prix hors taxes, les prix TTC, les remises ;
- ☐ la signature de la personne habilitée par l'ENSAG.

Article 11 – Forme des demandes de paiement, subventions

A l'issue de chaque mois de la prestation, l'entreprise présentera au pouvoir adjudicateur, aux fins de mandatement, un décompte mensuel. Le décompte sera le produit du nombre de prestations commandées par les prix unitaires tels que définis aux BPU

La facture devra comporter les mêmes indications que celles qui figurent sur le marché :

- nom et adresse du créancier, les références des bons de commande journaliers ;
- numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement ;
- le détail des prestations effectuées et leurs dates.

En annexe des factures, le titulaire adressera mensuellement à l'ENSAG un état synthétique des consommations indiquant :

- Le détail des prestations servies aux personnels de l'ENSAG ;
- Le montant des sommes déjà perçues auprès des convives ;
- Le solde restant à percevoir auprès de l'ENSAG correspondant aux subventions des agents.

N.B. en 2025, le montant des subventions est fixé à 1,47 € TTC par jour et par agent dont l'indice est inférieur à 540.

N.B. les modalités de facturation des subventions du CROUS sont décrites dans la convention avec la CROUS.

Article 12 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus

Identifiant de la structure publique : *informations transmises après notification du marché*

Code service : *informations transmises après notification du marché*

Références ou numéro de l'engagement juridique : numéro de marché fourni à la notification du marché

Instructions pour l'enregistrement de la facture : Dans Factures Emises, puis Dépôt factures, enregistrer votre facture au format PDF. Sélectionner le cadre de facturation correspondant à votre situation, puis confirmer votre envoi après avoir vérifié le destinataire ;

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Article 13 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 14 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 15 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 16 – Type de prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfice. Ils sont réputés complets. Ils comprennent tous les frais engagés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation et tous les coûts liés au respect des stipulations des clauses techniques du présent marché.

Le marché est passé sur la base de prix unitaires contenus dans les bordereaux des prix unitaires et appliqués aux quantités réellement commandées.

Article 17 – Révision du prix

Les prix du présent marché sont réputés fermes et non révisables pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Passé la première année, les prix seront réputés non fermes et feront donc l'objet d'une révision annuelle chaque 1er septembre.

A compter du 1er janvier 2027, les prix sont révisables par application de la formule suivante :

La date d'établissement du prix initial (Po) est le 1er septembre 2025.

$$P = Po * (0,40 \times A/Ao + 0,60 * S/So)$$

où :

- P = nouveau prix
- Po = ancien prix
- A = moyenne des 12 derniers mois connus de l'Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1 - Produits alimentaires - Identifiant n° 001763868

- A_0 = valeur du même indice lors de la dernière révision des prix. Pour la première révision des prix, l'indice retenu sera la moyenne des 12 mois précédant ceux retenus pour A.
- S = dernière valeur connue de l'indice "Salaire mensuel de base hébergement et restauration - Indice trimestriel" - Identifiant n° 0010562705.
- S_0 = valeur du même indice lors de la dernière révision des prix. Pour la première révision des prix, l'indice retenu sera celui précédant S de 12 mois.

Les indices sont publiés sur le site de l'INSEE.

Un mois avant la date d'échéance annuelle de l'accord-cadre, le titulaire adresse par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention du Pouvoir Adjudicateur, son bordereau des prix unitaire (BPU) révisé, le mode de calcul de ladite révision ainsi que les références des indices professionnels à partir desquels ce calcul a été fait.

Le pouvoir adjudicateur effectuera un contrôle. A défaut de réponse du pouvoir adjudicateur sous 1 mois, la révision est réputée acceptée.

N.B. Si le BPU révisé n'a pas été adressé au pouvoir adjudicateur dans les délais, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante sauf si les nouveaux tarifs devaient être plus favorables.

Article 18 – Ajustement du prix

Si le nombre effectif annuel des repas connaît une augmentation ou une diminution de plus de 20% par rapport aux quantités moyennes indiquées dans les annexes financières à l'Acte d'Engagement, pour cause d'imprévision ou de fait du prince tels que définis par la jurisprudence administrative, il pourra être procédé à un ajustement du prix à la demande d'une des parties, formulée dans les 15 jours suivant la dernière facture de l'année civile considérée.

Une modification de la répartition entre les usagers d'une même catégorie de repas ne donnera pas lieu à ajustement des prix.

Le prix éventuellement ajusté fera l'objet d'un avenant au présent marché, le prix en vigueur jusqu'à la conclusion de cet avenant étant celui applicable au jour de la demande d'ajustement.

Article 19 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de janvier 2026.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 20 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 21 – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 22 – Dispositions concernant l'avance

L'option retenue est l'option B prévue par l'article B.11.1 du CCAG FCS.

Conformément aux articles L.2191-2 et R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement, dès lors que le montant du Bon de Commande est supérieur à 50 000 Euros HTVA et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

En cas d'acceptation de l'avance, cette dernière ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R.2191-7 du code de la commande publique

Toutefois, si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Article 23 - Clause de réexamen

23.1 Variation des prix

Les clauses de variations de prix du présent marché sont des clauses de réexamen au sens de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique

23.2 Ajout de prix nouveaux

Pour l'ajout de nouveaux prix au marché, un ordre de service peut être notifié par le maître d'ouvrage au titulaire du marché

23.3 Avenant

Les modifications introduites par les ordres de services notifiant les augmentations de prestations ou les ajouts de nouveaux prix seront inscrits à posteriori dans un avenant

Article 24 – Durée du marché

Le marché prend effet à sa notification.

Démarrage des prestations le lundi 5 janvier 2026.

Le marché est passé pour une première période allant du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 à minuit.

Le marché est ensuite renouvelable tacitement par période d'un an, maximum 3 fois. Le marché a par conséquent une durée maximale de 4 ans.

La décision de ne pas renouveler le marché est notifiée au Titulaire au plus tard le 1er octobre de chaque année pour le marché expirant le 31 décembre de la même année.

La reconduction prévue dans le marché est tacite et le Titulaire ne peut s'y opposer.

Article 25 – Forme de notification des décisions

Jusqu'à la notification du marché

Les décisions faisant courir ou pas un délai sont notifiées en utilisant le support électronique ci-après défini :

- adresse courriel indiquée par l'entreprise dans l'acte d'engagement déposé avec son offre
- Utilisation de la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Après la notification du marché et durant l'exécution

Les décisions faisant courir ou pas un délai sont notifiées en utilisant le support électronique ci-après défini :

- adresse courriel indiquée par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement
- Utilisation de la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

ou / et

- La télécopie ou le courriel (avec preuve de réception) peuvent aussi être utilisés pour les échanges électroniques

Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf", ".rar"

La voie postale demeure toujours un moyen de notification par courrier RAR

Article 26 – Assurance

Le titulaire sera tenu, au titre du présent contrat passé avec le pouvoir adjudicateur, de garantir la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1384 du code civil, que ces dommages soient causés :

- par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ;
- par le matériel ou les produits utilisés ;
- du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise.

Seront notamment couverts tous les risques d'intoxication alimentaire.

L'entreprise sera tenue d'informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela dans les quinze jours suivant sa décision.

Il est spécifié également que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par son titulaire d'un exemplaire de sa police d'assurance « responsabilité civile » contractée à cet effet, pour agrément préalable.

Le titulaire sera tenu de présenter au début de chaque année de prestation une attestation délivrée par la compagnie d'assurance détaillant la nature et l'étendue des garanties et justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par l'entreprise, cette dernière sera réputée la prendre entièrement à sa charge.

Article 27 – Pénalités

Sauf cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative, au cours de l'exploitation, les pénalités suivantes pourront être appliquées, sans mise en demeure préalable et pour chaque manquement, dans le cas où, sur simple constatation écrite, le prestataire ne respecterait pas les prescriptions du cahier des charges :

Prestation décrite au CCTP	Sanction encourue en cas de non-conformité
Non-livraison des condiments prévus (sel, sauces, ...)	100 € HT par site concerné
Tromperie sur les labels ou les certificats : utilisation frauduleuse de labels ou de certificats, repas dans lesquels auront été incorporés des produits ne correspondant pas aux labels ou aux certificats présentés	50 € H.T. par produit concerné
Non-respect des spécifications qualitatives et des engagements du Titulaire (produits frais, origine, ...)	50 € HT par infraction constatée
Non-transmission des certificats de provenance ou autres documents tels que factures d'achat destinés à connaître la provenance des produits servis	50 € HT par jour de retard 7 jours après demande de l'ENSAG
Absence d'affichage de l'origine des viandes	50 € HT par carence constatée par site
Non-respect des grammages sur un nombre significatif de produits	50 € HT par défaut constaté par famille de produits
Non-transmission de fiches techniques et recettes	50 € HT par fiche
Erreur d'affichage sur les allergènes	500 € HT par défaut constaté
Non-transmission des documents de communication à destination des convives (menus notamment)	50 € HT par jour de retard
Non-production des documents de contrôle hygiène exigés par le CCTP	50 € HT par document manquant
Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire (plan de nettoyage, température des produits mis à disposition avant livraison, Non-respect des normes de conservation des denrées y compris DLC dépassées ...)	50 € HT par infraction constatée
Absence des interlocuteurs du prestataire lors de la commission des menus	50 € HT par commission au cours de laquelle l'absence du prestataire a été constatée.
Non-respect des modalités de conditionnement	50 € HT par infraction constatée

Retard de service entraînant une perturbation dans le service de restauration	50 € par heure de retard
Non-respect des délais de transmission des suivis d'activité ou du compte-rendu technique et financier annuel	50 € HT par jour de retard après notification de l'ENSAG
Non-respect des engagements sur l'alimentation durable et le plan de progrès associé (bio, label, local)	200 € HT forfaitaire par % annuel manquant sur l'engagement bio
	200 € HT forfaitaire par % annuel manquant sur l'engagement label
	200 € HT forfaitaire par % annuel manquant sur l'engagement local
Non-respect l'égalité des usagers devant le service public et les principes de laïcité et de neutralité du service public constatée lors d'un contrôle sur place	500 € par infraction constatée

L'ENSAG se réserve le droit d'appliquer les pénalités dès la première infraction.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Article 28 – Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues à l'article « RESILIATION DU MARCHE », le pouvoir adjudicateur peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du titulaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose.

Sauf cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront à la charge exclusive du titulaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 29 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans la dite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 5 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225000 euros (45000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375000 euros (75000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 30 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement, la procédure de sauvegarde ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article

L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 31 – Résiliation

Le présent marché peut, s'il y a lieu, être résilié dans les formes et conditions prévues au chapitre 7, articles 38 à 45, du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-7 et L.2141.11 du Code de la Commande Publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, le marché public peut être résilié pour ce motif (article L.2141-12 du Code de la Commande Publique).

Forme de la résiliation : dérogation au CCAG

« Les mises en demeure, convocations et notifications prévues au chapitre 7 du CCAG FCS sont effectuées par voie électronique (messagerie ou fax), sur l'adresse désignée à cet effet par le titulaire dans l'acte d'engagement. »

Article 32 – Poursuite des prestations aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des prestations à ses frais et risques (prestations confiées à une autre entreprise), soit la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Dérogation au CCAG

« Les mises en demeure, convocations et notifications prévues au chapitre 7 du CCAG FCS sont effectuées par voie électronique (messagerie ou fax), sur l'adresse désignée à cet effet par le titulaire dans l'acte d'engagement. »

Article 33 – Indemnité

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS aucune indemnité ne sera versée en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Article 34 – Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché. Tel 04 76 42 90 00.

Article 35 - Respect des principes de la république

Le titulaire du marché devra se conformer à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République en s'assurant durant l'exécution du marché du respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant ou un co-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'ENSAG chaque contrat de sous-traitance ou de co-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant ou le co-traitant à l'exécution du service public.

Le titulaire se réserve la possibilité d'appliquer des sanctions financières si au cours de contrôles, l'ENSAG constate des manquements du titulaire.

Article 36 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE : RGPD

Au sens de l'article 4 du règlement européen pour la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), les intervenants sont définis de la manière suivante :

- Le responsable du traitement » est l'autorité publique qui détermine les finalités et les moyens du traitement, à savoir l'ENSAG.
- Le « sous-traitant » est la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. Il s'agit du titulaire du marché, l'assistant à maîtrise d'ouvrage désigné aussi comme conducteur de projet dans le présent CCAP.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les dispositions de l'article 28 de la réglementation RGPD.

Rappel in extenso de l'article 28 de la réglementation RGPD :

1. Lorsqu'un traitement doit être effectué pour le compte d'un responsable du traitement, celui-ci fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

2. Le sous-traitant ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

3. Le traitement par un sous-traitant est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le sous-traitant :

a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public;

b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

c) prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;

d) respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre sous-traitant ;

e) tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;

f) aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant ;

g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;

et h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

En ce qui concerne le point h) du premier alinéa, le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction

constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

4. Lorsqu'un sous-traitant recrute un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable du traitement, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le contrat ou un autre acte juridique entre le responsable du traitement et le sous-traitant conformément au paragraphe 3, sont imposées à cet autre sous-traitant par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement. Lorsque cet autre sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

5. L'application, par un sous-traitant, d'un code de conduite approuvé comme le prévoit l'article 40 ou d'un mécanisme de certification approuvé comme le prévoit l'article 42 peut servir d'élément pour démontrer l'existence des garanties suffisantes conformément aux paragraphes 1 et 4 du présent article.

6. Sans préjudice d'un contrat particulier entre le responsable du traitement et le sous-traitant, le contrat ou l'autre acte juridique visé aux paragraphes 3 et 4 du présent article peut être fondé, en tout ou en partie, sur les clauses contractuelles types visées aux paragraphes 7 et 8 du présent article, y compris lorsqu'elles font partie d'une certification délivrée au responsable du traitement ou au sous-traitant en vertu des articles 42 et 43.

7. La Commission peut établir des clauses contractuelles types pour les questions visées aux paragraphes 3 et 4 du présent article et conformément à la procédure d'examen visée à l'article 93, paragraphe 2.

8. Une autorité de contrôle peut adopter des clauses contractuelles types pour les questions visées aux paragraphes 3 et 4 du présent article et conformément au mécanisme de contrôle de la cohérence visé à l'article 63.

9. Le contrat ou l'autre acte juridique visé aux paragraphes 3 et 4 se présente sous une forme écrite, y compris en format électronique.

10. Sans préjudice des articles 82, 83 et 84, si, en violation du présent règlement, un sous-traitant détermine les finalités et les moyens du traitement, il est considéré comme un responsable du traitement pour ce qui concerne ce traitement.

Le titulaire du marché devra s'assurer de respecter les clauses concernant les données personnelles à chaque fois qu'il sera amené à traiter des données personnelles que ce soit dans les documents remis par le maître d'ouvrage ou dans les documents transmis par d'autres organismes.

Article 37 – Dérogations

L'article 8 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

L'article 30 déroge à l'article 39.2 du CCAG FCS

L'article 32 déroge au chapitre 7 du CCAG FCS

L'article 33 déroge à l'article 42 du CCAG FCS